

1789 : EN QUOI CONSISTE LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE DE 1789 A 1799 ? COMMENT LES FRANÇAIS ARRIVENT-ILS A RENVERSER L'ANCIEN REGIME ?

Evénements et journées révolutionnaires

TPB: EN QUOI CONSISTE LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE DE 1789 A 1799 ?

Les 4 journées révolutionnaires obligatoires à analyser et à mettre dans le jeu :

- Le 14 juillet, la prise de la Bastille : huile sur toile, Charles Thévenin, XVIIIème
- Le 5, 6 octobre 1789, la marche des Parisiennes sur Versailles : au retour de Louis XVI , estampe, Château de Versailles
- Le 9, 10 Thermidor an II, la chute de Robespierre : estampe de Fulcran-Jean Harriet et Jean Joseph François Tassaert, XIXème siècle, Paris, musée Carnavalet
- Le 18 Brumaire an VIII, le coup d'état de Napoléon Bonaparte : huile sur toile, Joseph Lestang-Parade, XIXème siècle, Château de Versailles

CHRONOLOGIE REVOLUTIONNAIRE 1789-1799

DATES	FAITS	Explication + type d'exercice
5 mai 1789	Réunion des Etats Généraux	
14 juillet 1789	Prise de la Bastille	
20 juillet 1789	Grande Peur	
4 août 1789	Abolition des privilèges	
26 août 1789	Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen	
5/6 octobre 1789	Marche des femmes sur Versailles, roi aux Tuileries	
26 février 1790	Création des départements	
12 juillet 1790	Constitution civile du clergé	
22 mai 1790	Loi Le Chapelier, Loi Allarde	
20/21 juin 1791	Arrestation du roi à Varennes, création du comité insurrectionnel	
17 juillet 1791	Massacres du champs de Mars	
14 septembre 1791	Vote de la constitution	
20 avril 1792	Guerre déclarée à la Hongrie et à la Bohême	
11 juillet 1792	Suspension du roi	
2-5 septembre 1792	Massacres de septembre (prisons de Paris)	
20 septembre 1792	Victoire de Valmy contre les Prussiens. Divorce permis, état-civil créé	
21 septembre 1792	Début de la Convention : monarchie abolie, début de la République	
6 novembre 1792	Victoire de Jemmapes	
21 janvier 1793	Mort de Louis XVI	
10 mars 1793	Création du tribunal révolutionnaire	
11 mars 1793	Insurrection vendéenne	
2 juin 1793	Journées révolutionnaires , chute des Girondins, Montagnards au pouvoir	
24 juin 1793	Constitution de l'an I	
Août 1793	Révoltes fédéralistes brisées	
5 septembre 1793	La Terreur , loi des suspects, loi du maximum	
4 décembre 1793	Gouvernement révolutionnaire montagnard	
26 juin 1794	Victoire de Fleurus	
10 juin 1794	Grande Terreur	
27 juillet 1794	9 thermidor chute de Robespierre	
20 mai 1795	Emeutes de la faim, Terreur blanche, convention envahie	
22 août 1795	Constitution an III	
3 novembre 1795	Début du Directoire	
10 mai 1796	Conjuration des Egaux	
9-10 novembre 1799	18/19 brumaire coup d'Etat de Bonaparte	

<http://pm.lasseron.free.fr/rev89/rev01.htm>

Chacune de ces dates doit être expliquée

Fiche d'analyse des journées révolutionnaires

Titre sous lequel est connu l'évènement et la date	
document d'analyse : titre, date, auteur	
Brève description du document	
brève description de l'évènement	
Causes de l'évènement	
Immédiates	
Profondes	
Les acteurs de l'évènement : précisez s'ils sont présents dans le document	
Décideurs de l'action	
Leurs soutiens	
Les opposants et les passifs	
Les enjeux	
Les conséquences historiques : politiques, économiques, sociales, humaines, philosophiques.....	
A court terme	
A long terme	
Sources	

SÉANCE 8 : POURQUOI L'INSTALLATION D'UNE FRANCE NOUVELLE PASSE-T-ELLE PAR LA VIOLENCE ?

I. LA RUPTURE SOCIALE PROVOQUE DES OPPOSITIONS ET DES RESENTIMENTS

A. Les lois libérales provoquent l'opposition des membres des corporations

L'article 17 de la Déclaration affirme le caractère « inviolable et sacré » du droit de propriété. Elle s'inscrit dans une vision **libérale** de l'économie. La loi Le Chapelier de 1791 instaurant la liberté d'entreprise, du commerce et du travail et interdisant les corporations, confirme cette tendance.

B. Le clergé ainsi que la population se divisent face à la constitution civile du clergé

La Constitution civile du clergé de juillet 1790 place l'Église sous l'autorité de l'État. En effet, les députés, voulant régler les dettes de l'État, **nationalisent** les biens du clergé (2 novembre 1789). Des billets, appelés assignats, remboursables en propriétés d'Église sont émis. La Constitution civile du clergé prévoit que les évêques et les curés seront élus et devront prêter serment à la Constitution et qu'en échange ils seront salariés par l'État. D'où division de la nation entre prêtres jureurs et prêtres réfractaires, et catholiques et révolutionnaires

C. La volonté d'égalitarisme défendue par les sans-culottes augmente les tensions

Les sans culottes participent à la Révolution en voulant mettre en œuvre le principe d'égalité/

Ils sont les acteurs dans beaucoup d'événements majeurs de la Révolution : Prise de la Bastille, 5/6 octobre ; marche sur Versailles, fête de la Fédération 14 juillet 1790 ; 10 août 1791 : sans culotte prennent Tuileries d'assaut ; septembre 1792 : massacres dans les prisons des prêtres réfractaires, nobles , violence des Enragés 3 jours, 2 juin 1793, émeutes contre augmentation des prix, insurrection royaliste parisienne (5 octobre 1795)

On parle une nouvelle langue, nouveaux symboles, nouveau calendrier, cocarde, drapeau bleu/blanc/rouge, bonnet phrygien

II. LA TERREUR SE MET EN PLACE CAR AUX OPPOSITIONS INTERNES S'AJOUTENT L'HOSTILITE DE TOUS LES ETATS DE L'EUROPE

A. La France est assiégée car la guerre augmente les tensions

La guerre va devenir le moteur le plus efficace de la Révolution. Elle radicalise les positions et soude la nation. Les relations déjà difficiles avec les pays voisins ont été aggravées par la présence de troupes "d'émigrés" qui menacent la Révolution. Paradoxalement, les propagateurs de l'idée d'une France "terre de la liberté", se retrouvent à l'initiative de la guerre, puisque leurs adversaires sont devenus des traîtres dangereux pour l'idée même de la Révolution.

La victoire de Valmy, le 20 septembre 1792, qui annonce une suite de victoires, consacre pourtant cette nouvelle alliance tacite entre forces populaires, craintes autant que courtisées, et mouvements politiques animés par des hommes d'assemblée

La guerre contre les Autrichiens est un échec. L'aggravation de la menace aux frontières, avec l'entrée de l'Angleterre dans la guerre En mars 1793, la première levée en masse de 300 000 hommes voulue par la Convention provoque le soulèvement des paysans vendéens qui rejoignent la **contre-révolution**. C'est le début de la guerre de Vendée.

B. Pour sauvegarder la nation, la Terreur se met en place

Les **Girondins acceptent des mesures exceptionnelles: un tribunal révolutionnaire et un Comité de salut public sont mis en place. Cela ne calme pas la pression populaire.** Le 2 juin 1793, les sans-culottes encerclent la Convention et obtiennent l'arrestation des députés girondins: l'Assemblée a cédé devant la pression du peuple. Leur élimination provoque la révolte de certains départements contre la « dictature » parisienne : c'est l'insurrection fédéraliste.

Sur toutes les frontières, l'invasion menace le pays.

La chute des Girondins marque la victoire des Montagnards alliés au mouvement populaire. La **Terreur est mise à l'ordre du jour pour vaincre les ennemis extérieurs et intérieurs de la Révolution. Le Comité de salut public, contrôlé par Robespierre.**, concentre tous les pouvoirs et prend de nouvelles mesures d'exception : seconde levée en masse, loi des suspects, envoi de représentants en mission munis des pleins pouvoirs dans les provinces et aux armées, maximum* des prix des denrées alimentaires. Le Comité de sûreté générale traque les opposants. La Terreur est aussi religieuse : processions interdites, églises fermées.

C. Et elle entâche la révolution par un basculement dans le sang

Paris est le centre de la Révolution et ainsi peut naître une centralisation plus grande du pouvoir

lieux de Paris décisifs : Palais-Royal, Place de la Révolution, Faubourg St Antoine, Tuileries

Paris= lieu et centre de la Terreur 1792-1794 avec comités révolutionnaires et guillotine

Le bilan de la Terreur est toutefois très lourd. Quelque 16 600 personnes auraient été exécutées à la suite d'une condamnation à mort, sans compter les victimes des guerres civiles (entre 120 000 et 150 000 personnes pour la Vendée).

III. CETTE FRANCE NOUVELLE ACHEVE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION QUI PROVOQUE L'HOSTILITE DES PROVINCES FACE AUX EXIGENCES DE LA CAPITALE.

A. Paris essaye d'imposer la centralisation de l'état avec les départements

Paris impose les gouvernements successifs et les lois

Paris lutte contre toute opposition régionale : Vendéens, Chouans, Fédéralistes cf révolte fédéraliste réprimée par Collot d'Herbois et Fouché à Lyon

Les députés réorganisent profondément la France. Ils sont guidés par deux principes: unification administrative et **décentralisation** des pouvoirs. Le territoire est réorganisé en 83 départements subdivisés en communes, dirigés par des conseils élus. La justice devient gratuite, les juges sont élus et les citoyens composent des jurys populaires. Les journaux se déchaînent contre les atrocités commises en 1793 et 1794, se saisissant notamment des violences perpétrées en Vendée et à Nantes. Le représentant en mission Carrier, qui, en février 1794, avait été rappelé à Paris suite à la désapprobation de ses méthodes par Robespierre, est jeté en pâture à l'opinion, jugé par ses pairs, envoyé à la guillotine en décembre 1794.

B. Mais elle a face à elle l'hostilité royaliste et catholique de la Vendée

Entre 1793 et 1796, une zone située au sud de la Loire va être le cadre de la "guerre de Vendée", du nom du département dans lequel se déroule en mars 1793 une bataille qui incite les conventionnels à y voir le

symbole de la Contre-Révolution intérieure et à mobiliser le pays. Sans doute plus de 200 000 personnes trouvent la mort dans cette guerre. Les mémoires, antagonistes, de ces événements ont structuré notre histoire nationale.

Les oppositions aux mesures religieuses, sociales et politiques, les manifestations rurales et les menées nobiliaires, se combinent en 1793 pour aboutir au refus de la levée des 300 000 hommes destinés aux armées des frontières.

C. Et les violences fédéralistes que la capitale réprime dans le sang.

Ce mouvement, sans unité ni cohésion, qui ne veut pas donner prise à la Contre-Révolution, s'effondre de lui-même, sauf à Lyon, Marseille et Toulon, où des éléments contre-révolutionnaires se joignent peu à peu aux révoltés "girondins", modifiant le sens de la lutte. Une dénomination inventée à Paris, le "crime de fédéralisme", est employée pour qualifier ce sursaut. Elle sert à justifier les mesures répressives prises depuis la capitale par les Montagnards et les sans-culottes au nom du salut public. Paris apparaît ainsi comme la citadelle révolutionnaire combattant contre la coalition des ennemis intérieurs et extérieurs.

Un langage radical s'installe, qui interdit toute compromission, exige des punitions exemplaires et justifie toutes les violences. Ceci explique les exécutions de Lyon, sous la conduite de Fouché et de Collot d'Herbois.